

Carpes asiatiques

Le Parti Vert est déterminé à travailler à la protection des espèces aquatiques sauvages. Les Verts ont fait preuve de leadership sur les questions des Grands Lacs depuis de nombreuses années. En tant que conseillère principale aux politiques de l'ancien ministre fédéral de l'Environnement Tom McMillan, la chef du Parti vert, Elizabeth May, a travaillé sur la version de 1987 de l'Accord sur la qualité de l'eau des Grands Lacs.

Les espèces envahissantes font des ravages dans nos écosystèmes et ont d'importants effets négatifs sur l'économie. Le Conseil des plantes envahissantes de l'Ontario rapporte qu'un groupe de seize espèces envahissantes ont coûté à l'économie canadienne jusqu'à 34,5 milliards \$ par année. Nous sommes déterminés à renforcer l'Accord sur la qualité de l'eau des Grands Lacs pour protéger les espèces aquatiques sauvages des espèces envahissantes comme la carpe asiatique.

Le Parti Vert va rétablir le financement du Programme de partenariat sur les espèces exotiques envahissantes d'Environnement Canada qui a pris fin en 2012. Les coupes drastiques du gouvernement actuel ont fait disparaître des programmes qui sont importants pour la biodiversité du Canada. Ces programmes de première ligne sont plus que jamais nécessaires, alors que la crise climatique entraîne des changements dans la répartition des espèces. Le Parti vert se penchera également sur les espèces envahissantes dans les Grands Lacs en développant des protocoles de gestion des eaux de ballast avant l'entrée dans la voie maritime du Saint-Laurent. Après l'élection, nous travaillerons à établir un consensus régional et binational avec nos partenaires américains d'ici la fin de 2015 sur les actions à court, à moyen terme et une solution à long terme à cette menace.

Transport de pétrole par train

La sécurité ferroviaire est de la plus haute importance pour les Canadiens, spécialement avec la récente augmentation spectaculaire du transport de matières dangereuses. Les convois ferroviaires peu sécuritaires mettent les communautés locales et les écosystèmes en danger. Nous devons réformer notre système ferroviaire pour assurer que la sécurité soit une priorité.

L'expédition de dilbit est dangereuse et ne doit pas continuer. Le Parti Vert est déterminé à favoriser le raffinage du pétrole à la source, créant ainsi des emplois pour les Canadiens et la assurant la stabilisation du pétrole avant le transport, tout dirigeant notre économie vers des emplois durables.

Il existe deux grandes lacunes dans la réglementation de la sécurité ferroviaire. La première réside dans le passage à des systèmes de gestion de la sécurité, qui sont essentiellement une forme de déréglementation. Selon le rapport de 2007 du Conseil canadien de la sécurité, le système est celui qui « permet aux entreprises ferroviaires de se réguler, en supprimant la capacité du gouvernement fédéral de protéger les Canadiens et leur environnement, et en permettant à l'industrie de cacher du public des informations de sécurité critiques. » Le Parti Vert mettra en œuvre des règles strictes de sécurité ferroviaire pour renverser la tendance de l'autogestion et de la déréglementation. De plus, Transport Canada devrait avoir l'autorité de surveillance pour examiner ces systèmes de gestion de la sécurité.

Les compressions gouvernementales à Transports Canada forment la deuxième menace majeure pour la sécurité ferroviaire. Ces coupes ont conduit à une réduction du nombre d'inspecteurs en sécurité ferroviaire. Nous devons réinvestir dans la sécurité ferroviaire et développer notre système de transport

ferroviaire de passagers pour créer des milliers de nouveaux emplois et accroître notre compétitivité économique.

Pour améliorer la sécurité ferroviaire, le Parti Vert préconise fortement pour le contrôle de train positif. Le contrôle des trains positif implique des systèmes informatiques à bord pour surveiller et analyser des informations clés, éviter les collisions et contrôler la vitesse. Le Canada n'a pas encore adopté cette approche. Il est temps de rattraper les États-Unis et de mettre en œuvre ce système de sécurité immédiatement.

Il est également essentiel que les premiers répondants disposent de l'information dont ils ont besoin pour répondre à un déraillement. Présentement, ils ne disposent pas de ressources suffisantes. Le Parti Vert appuie le renforcement du Centre d'urgence de Transports Canada à titre de participant actif dans les activités de réglementation. Ceci, en tandem avec les systèmes informatiques décrits ci-haut, permettra d'améliorer la qualité des informations fournies aux premiers répondants.

En ce qui concerne une plus grande transparence, j'ai soutenu le projet de loi C52, Loi sur la sécurité et l'imputabilité en matière ferroviaire, qui a augmenté l'assurance minimale pour les chemins de fer de classe 1 à 1 milliard \$. Cependant, le projet de loi ne va pas assez loin pour répondre aux catastrophes comme celle de Lac-Mégantic, qui aurait nécessité près de six fois ce montant en assurances.

L'accident de Lac-Mégantic souligne la nécessité pour des études d'impacts précises, approfondies et publiques avant qu'un trajet où circulent des matières dangereuses soit finalisé. En outre, les préoccupations de la communauté locale doivent être prises en compte lors de l'examen de ces trajets, en particulier les zones densément peuplées et les communautés des Premières nations. Les municipalités doivent être consultées et à la table avec Transports Canada afin de trouver des meilleurs moyens de transporter des marchandises. Le Parti Vert est déterminé à financer des voies de contournement pour le fret et les gares de triage, loin des zones peuplées. Pour faciliter le leadership fédéral en matière de sécurité ferroviaire, un Conseil des gouvernements canadiens - représentant les provinces, les territoires, les municipalités et les gouvernements autochtones - se réunira pour élaborer une stratégie globale.

Afin d'assurer que des tragédies telles celle de Lac-Mégantic ne se reproduisent plus, le Canada a besoin de règlements de sécurité ferroviaire clairs, stricts et de classe mondiale qui protègent nos communautés et les écosystèmes. Nous devons faire davantage pour remédier à cette crise émergente.

Éléments nutritifs

L'apport surélevé en éléments nutritifs constitue une menace grave pour les Grands Lacs. Les Grands Lacs sont éprouvés par des efflorescences algales plus fréquentes et plus intenses, qui produisent de puissantes toxines dangereuses pour les personnes, les animaux domestiques et la faune. La croissance d'algues menace la survie des poissons dans les Grands Lacs. Les problèmes liés à proliférations d'algues s'intensifient et sont une conséquence directe des changements climatiques.

Nous devons agir maintenant pour protéger l'eau douce du Canada. Malheureusement, les conservateurs de Stephen Harper ont fait beaucoup de changements qui auront un impact négatif sur la santé de nos eaux: l'éviscération de la Loi sur les pêches afin qu'elle ne protège désormais que certains poissons plutôt que tous les habitats; la destruction de la Loi sur l'évaluation environnementale et le remplacement de la Loi sur la protection des eaux navigables par la Loi sur la protection de la navigation. Ce dernier changement à lui seul a éliminé la protection fédérale de plus de 98% des rivières, lacs et ruisseaux du Canada.

Le Parti Vert agir rapidement pour mettre en place une politique nationale de l'eau et un fonds de l'eau du Canada qui auront pour but de se concentrer sur la santé à long terme des écosystèmes, d'atténuer

le problème de la pollution des eaux de ruissellement et les concentrations élevées d'éléments nutritifs. Nous allons réinvestir dans la recherche sur la qualité de l'eau et nous assurer que la politique de l'eau canadienne soit informée par la meilleure science disponible. Nous mettrons en place un groupe de travail qui se concentrera sur la réduction de la pollution dans le bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent. S'il est élu, le Parti Vert adoptera les objectifs accélérés de l'Accord collaboratif du bassin ouest du lac Érié.

La microcystine dans l'eau potable pose un danger à la santé humaine, spécialement chez les bambins et les enfants. Le Parti Vert supporte l'accélération de la révision des normes et du protocole de réponse à la microcystine de Santé Canada. Cependant, de nouvelles normes ne sont pas suffisantes. Nous avons la capacité de retirer les toxines de notre eau dès maintenant, en investissant dans une amélioration des processus de traitement des eaux.

Le Canada manque de leadership du gouvernement fédéral dans l'eau et les politiques reliées aux infrastructures. Notre déficit d'investissements en infrastructures de l'eau est, malheureusement, une seule partie de notre déficit total de 350 milliards \$ dans les infrastructures. L'écart entre les besoins de financement de nos villes et villages et le financement qu'ils reçoivent atteint des niveaux de crise.

De nombreuses communautés font face à des avis d'ébullition, trop nombreuses pour un pays comptant 7% de l'eau douce mondiale. Les communautés des Premières Nations sont particulièrement touchées, certaines avec des avis d'ébullition constants. Nous savons tout cela, mais nous restons confinés à l'inaction. Nous ne remplissons pas notre devoir envers les communautés, en particulier les communautés éloignées des Premières Nations, dont les droits aux services de base qui sont protégés par la Constitution. Nous devons faire mieux.

Le Parti Vert va travailler pour mettre en œuvre une politique nationale de l'eau pour répondre à la crise actuelle de l'eau potable au Canada. Nous nous sommes engagés à verser un point de pourcentage de la TPS, environ 6,4 milliards \$ chaque année, aux infrastructures municipales. Ce financement permettra d'apporter les améliorations nécessaires aux systèmes de gestion de l'eau, en insistant sur l'innovation dans les technologies vertes qui soutiennent les objectifs de conservation de l'eau et de l'assainissement des eaux usées. Nous allons créer une banque canadienne pour les infrastructures pour fournir des partenariats plus solides et des modes de financement novateurs, afin de construire des installations de traitement de l'eau de classe mondiale et de fournir des emplois à des milliers de Canadiens. Nous devons investir dans des communautés résilientes aux impacts des changements climatiques.